

AKTUELL

IMPÔTS

D'abord une affaire de ménage

Fabien Grasser

En 2027, le gouvernement prévoit une nouvelle réduction du taux d'imposition des entreprises. Selon Luc Frieden, cela va doper la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. Mais rien ne prouve que ce retour sur investissement fonctionnera, rétorque la Chambre des salariés, qui plaide pour un rééquilibrage fiscal entre ménages et entreprises.

Au Luxembourg, les ménages contribuent pour 57 % aux recettes budgétaires, contre 24 % pour les entreprises. En 2024, les prélèvements obligatoires sur les salaires ont atteint 10 milliards d'euros, tandis que l'impôt sur les profits des entreprises ne rapportait que 5 milliards aux caisses de l'État. Pour la Chambre des salariés (CSL), cette situation est « intenable » : elle demande une hausse des impôts sur les sociétés, afin « de renforcer la contribution des entreprises aux investissements et services publics sans ponctionner le pouvoir d'achat des ménages ».

Soit l'absolu contraire de la politique de baisses d'impôts pour les entreprises, menée par Luc Frieden avec la conviction que cela améliorera la compétitivité de l'économie nationale. En janvier 2025, le taux de l'impôt sur les collectivités (IRC) avait été réduit de 17 à 16 % et une nouvelle baisse comparable est planifiée au 1er janvier 2027, confirment le premier ministre et son ministre des Finances. Le coût pour le budget de l'État de la première baisse est estimé à 259 millions d'euros sur trois ans. L'objectif est de favoriser « des entreprises dynamiques générant emplois, valeur ajoutée et recettes fiscales », précisent-ils en réponse à une réponse parlementaire du député socialiste Franz Fayot, en mars. Autrement dit, en baissant leur taux d'imposition, les entreprises généreraient davantage de recettes et donc plus d'impôts dans l'absolu. Actuellement, les trois-quarts des recettes de l'IRC proviennent d'à peine quelques centaines d'entreprises, représentant moins de 1 % des contribuables. Les secteurs de la finance et de l'assurance pèsent pour 80 % des recettes de l'IRC, ce qui en fait de loin les plus gros contributeurs à cette taxe.

Quoi qu'il en soit, pour la CSL, le retour sur investissement de ces baisses n'est pas là. Les données pour en juger n'existent pas ou sont trop opaques, affirme-t-elle dans un article publié par son think tank improoff.lu. Pour développer sa démonstration, l'organe

qui représente les syndicats livre tout d'abord une comparaison internationale, pour constater que la même tendance est à l'œuvre partout dans le monde depuis trente ans. Au début des années 1990, le taux d'imposition des entreprises se situait encore autour de 40 % à l'échelle mondiale.

Cinq milliards de baisses depuis 2024

Au Luxembourg, l'impôt des sociétés est composé de l'IRC, de l'impôt commercial communal et de la majoration pour le fonds de l'emploi. Depuis la baisse de 2025, le taux d'imposition s'établit à 23,87 %, soit la moyenne de l'OCDE (24,1 %). Cet alignement international figurait dans l'accord de coalition en 2023. Mais le taux légal n'est pas le taux réel, rappelle la CSL se référant aux innombrables niches fiscales et autres crédits d'impôts offerts aux entreprises. Pour les multinationales, l'imposition réelle ne dépasse souvent pas 5 %, contrairement aux PME le plus souvent soumises au taux maximal.

Récusant néanmoins le terme de « paradis fiscal », la CSL s'interroge sur le coût réel de l'érosion de la base d'imposition des entreprises et sur l'impact concret des incitatifs fiscaux proposés par le gouvernement à divers secteurs, comme le logement. Malheureusement, ici encore, les données manquent, constate l'organisme, qui déplore le « déséquilibre en faveur du capital, au détriment de l'équité fiscale et de la pérennité du budget de l'État. » Les « défis sociaux et environnementaux croissants et les chocs économiques à répétition appellent à des investissements publics accrus et à un renforcement de la protection sociale en vue de renforcer la croissance économique et de rendre l'économie grand-ducale plus résiliente », plaide la CSL.

Depuis 2024, les baisses d'impôts décidées par le gouvernement en faveur des entreprises et des ménages se montent à cinq milliards d'euros. En 2025, le budget accusait un déficit d'un milliard, un chiffre qui pourrait grimper à trois milliards d'euros en 2029, selon les prévisions du Conseil national des finances.

SHORT NEWS

« Recul historique » des droits des réfugiés

(mes) – Dans un avis publié le 7 avril, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) dénonce « avec la plus grande fermeté » un nouveau projet de loi, déposé à la mi-janvier. Le texte transpose en loi nationale plusieurs règlements de l'UE englobant le Pacte européen sur la migration et l'asile, un accord vivement condamné à maintes fois par les ONG de défense des droits de l'homme (woxx 1782). Les critiques émises dans l'avis du LFR à l'encontre du projet de loi font ainsi écho à celles formulées contre le Pacte : la rétention et les fouilles des personnes vulnérables, y compris des mineurs, risquent de devenir systématiques, les procédures seront accélérées et donc moins précises, l'intérêt supérieur de l'enfant ne serait nullement garanti... « Tout concourt à éloigner les personnes exilées de leurs droits et à les enfermer dans des dispositifs administratifs expéditifs », décrie le collectif. De plus, dans plusieurs cas, le ministre des Affaires intérieures, Léon Gloden, introduit une application encore plus restrictive : le délai de recours serait réduit à seulement vingt jours – « soit une diminution de dix jours par rapport au plafond maximal autorisé par le règlement européen », fustige le LFR. Autre exemple : le texte actuel prévoit la rétention d'une personne dès qu'elle refuse de fournir des données biométriques, alors que le règlement européen n'établit pas un tel refus comme un risque de fuite. Mettant en garde contre la fragilisation de l'accès à la protection internationale, le LFR préconise une mise en œuvre « fidèle aux engagements du Luxembourg en matière de droits humains », notamment la nomination d'un avocat formé pour les mineurs non-accompagnés. La loi devrait entrer en vigueur ce juin.

Carburants : Trump plus fort que Poutine

(fg) – Lorsqu'en 2022 la Russie avait envahi l'Ukraine, les prix des carburants avaient bondi de 11,8 % en un mois au Luxembourg. Avec l'attaque américano-israélienne contre l'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, le choc est encore plus violent, la hausse atteignant 15,3 % en mars. Il s'agit de « la plus forte augmentation mensuelle jamais observée dans l'IPCN (indice des prix à la consommation nationale) », précise le Statec dans son évaluation de l'inflation en mars. En toute logique, « le taux d'inflation annuel accélère à 2,4 % », contre 1,3 % en février, constate l'institut statistique. Le mazout de chauffage a augmenté de 37,5 % par rapport à février, le diesel de 22,2 % et l'essence de 10,7 %. Les prix du gaz et de l'électricité sont en revanche restés stables. L'alimentation enregistre une hausse de 2,7 % sur un an, avec une nette augmentation de la viande fraîche (5,6 %) ou du café (11,5 %). Avec une progression de 2,5 % sur un an, la hausse est également sensible dans les services, le Statec pointant notamment une augmentation de 8 % des frais bancaires sur un an. Cette poussée inflationniste devrait anticiper le déclenchement de l'indexation des salaires, qui pourrait intervenir en mai. En attendant, le tarif du sans-plomb continuait à grimper au Luxembourg au lendemain de l'annonce de la conclusion d'un fragile cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran. La baisse attendra un peu.

WHO erinnert an Notlage im Sudan

(mc) – In einem Statement vom vergangenen Samstag erinnert der Generaldirektor der Weltgesundheitsorganisation (WHO), Tedros Adhanom Ghebreyesus, an die aktuelle Notlage im Sudan. „Der Sudan steht vor einer der schwersten humanitären und gesundheitlichen Notlagen der Welt. Mehr als 33,7 Millionen Menschen – über die Hälfte der Bevölkerung des Landes – sind dringend auf lebensrettende Hilfe angewiesen“, heißt es in der Pressemitteilung. Das Schreiben wurde zeitgleich auch auf der Social-Media-Plattform „X“ geteilt. Der seit über zwei Jahren anhaltende Konflikt im ostafrikanischen Land habe das Gesundheitssystem an den Rand des vollständigen Zusammenbruchs gebracht. Die UN beschrieb die Lage als „schlimmste humanitäre Krise der Welt“ (woxx 1861, „Sudan: Massensterben in Al-Fashir“). Jüngste Angriffe auf verschiedene Krankenhäuser und Gesundheitseinrichtungen haben den Konflikt weiter verschärft. Bei Drohnenangriffen Ende März waren in Darfur mindestens 64 Menschen, darunter Patient*innen und medizinisches Personal, getötet worden. Anfang April folgte ein weiterer Drohnenangriff auf ein Krankenhaus in White Nile State, bei dem zehn Menschen ums Leben kamen. „Diese Vorfälle sind eine eindringliche Mahnung, dass internationale Solidarität und entschlossenes politisches wie humanitäres Handeln jetzt gefragt sind. Sudan kann diese Krise nicht allein bewältigen“, so Ghebreyesus.